

Les ressources naturelles entre conflit et pacification

Actuellement, sur la scène politique internationale, lier les termes « environnement » et « conflit » n'est pas innocent. Effectivement, de nombreuses voix s'accordent pour dire que les enjeux autour des ressources naturelles attisent les conflits. Certaines partagent l'avis de laisser la gestion des ressources aux mains de l'Etat souverain qui a le droit de les utiliser comme il l'entend, d'autres la considèrent comme une question de portée internationale, vu l'état de dégradation de celles-ci.

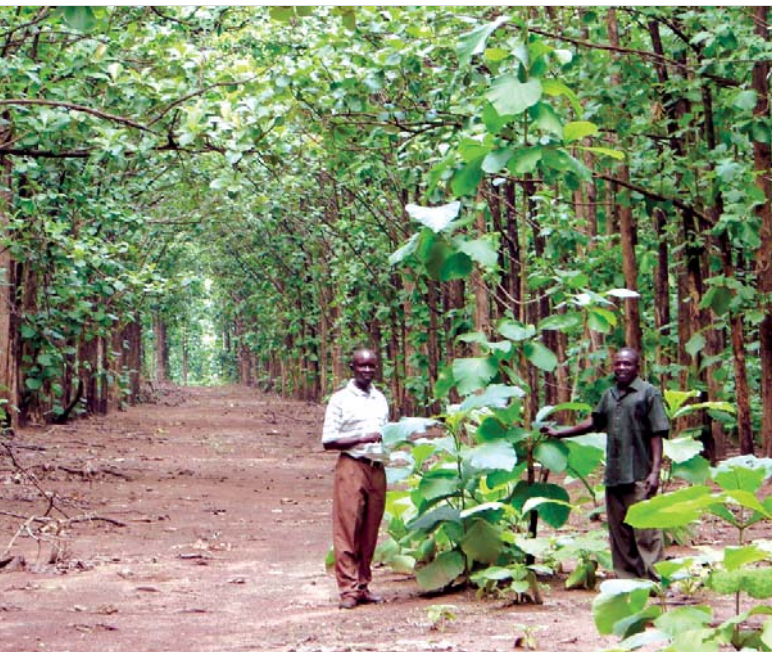
Selon l'étude du PNUE, depuis 1990, près de vingt conflits violents ont été alimentés par l'exploitation des ressources naturelles, que ce soit dans le contexte de guerres civiles ou de la mainmise d'un acteur sur les rares ressources d'une région donnée. Toutefois, les facteurs environnementaux sont rarement seuls responsables de ces situations. Ils se combinent à d'autres comme des tensions ethniques ou politiques, des conditions socio-économiques n'offrant aucune opportunité, une instabilité régionale ; c'est alors qu'un conflit latent peut devenir explosif ou perdurer dans un climat d'atrophie institutionnelle.

Ces facettes tendent pourtant à masquer le potentiel de pacification ou de reconstruction que comporte la gestion des ressources naturelles, par le biais de processus de coopération et de transformation, souvent générateurs d'emplois et de nouvelles possibilités de

développement. L'étude émet six recommandations clés, d'activités préventives à la prise en compte des aspects environnementaux dans l'élaboration des stratégies en faveur de la paix.

Dans le domaine de la gestion de l'eau, le projet « Eau et bon voisinage » a promu des activités de coopération entre la Jordanie, Israël et la Palestine. Les auteurs de cette étude de cas se sont intéressés à comment appuyer et faire perdurer cette initiative dans une région où l'eau est comptée et où il existe de grandes asymétries. L'intervention y affecte forcément le cadre politique, crée des relations et une identification, génère des attentes. En l'occurrence, toutes les communautés concernées sont préoccupées par la question de l'eau dans la région. La collaboration transfrontalière en faveur de la paix nécessite une entrée en matière où les différentes communautés puissent se rencontrer, se connaître et gagner la confiance les unes envers les autres. Par exemple, la construction commune d'un système de collecte des eaux de pluie doit veiller à renforcer la confiance et promouvoir le dialogue, et ne pas verser dans l'activisme environnemental.

Pour que les changements de perception et les relations



*De telles plantations de Teak, Kegalu – Comté de Yei au Soudan, ont été privées d'opérations sylvicoles au cours des récents 22 ans de guerre civile.
(Photo : UNEP, 2006)*

Article de fond

Les ressources naturelles entre conflit et pacification 1

Politique

L'eau – la responsabilité des gouvernements 3

Les enfants, agents de changement dans la réduction des risques de catastrophe 3

Ce qui a changé dans la conservation des forêts tropicales 4

De nouvelles stratégies sont nécessaires au Sahel 4

Mise en œuvre

Les paysans acteurs de leur développement 5

Que communiquer et comment sur la biodiversité et le savoir indigène : un guide utile 5

La bioénergie – un potentiel pour le développement rural 6

Partager le savoir en matière de partage du savoir 6

La maca : du produit négligé au bestseller 7

Recherche

Forêts et populations s'adaptent au changement climatique 8

Article de fond

entre individus conduisent à un changement d'attitude de la société, le projet doit s'inscrire dans le temps sur plusieurs années continues de travail, en mettant l'accent sur des activités destinées à la jeunesse des différentes communautés (campagnes de sensibilisation, voyages de terrain, responsabilisation pour certaines actions).

Le paysage forestier, quant à lui, est marqué de conflits mineurs ou majeurs partout dans le monde. C'est le constat émis par l'abrégé de la FAO sur les forêts et les conflits, qui relève que ce thème mériterait davantage d'attention de nos jours. L'intensité et la gravité de ceux-ci et comment les institutions habilitées y réagissent sont autant d'éléments qui vont avoir des conséquences sur les moyens d'existence, l'identité et la sécurité des populations qui dépendent de la forêt pour leur survie.

Les forêts peuvent constituer le lieu où a cours le conflit, l'objet du litige ou les ressources de financement du conflit. La capacité d'un Etat à gérer le conflit traduit son aptitude à gouverner ; les Etats faibles n'arrivent souvent pas à gérer les conflits forestiers.

Cette brochure trilingue (anglais, français et espagnol) constitue un état des lieux actuel sur la question, avec

une analyse des types de conflits ayant un lien avec les forêts, la présentation des instruments à disposition pour y remédier, ainsi qu'une bibliographie, en partie commentée. Elle devrait être un outil pour les responsables de programmes forestiers nationaux dans leur intervention.

SOURCES

From conflict to peacebuilding: The role of natural resources and the environment. Richard Matthew, Oli Brown and David Jensen. UNEP, 2009. 50 p.
www.unep.org/pdf/pcdmb_policy_01.pdf

Regional Water Cooperation and Peacebuilding in the Middle East. Kramer, Annika. Initiative for Peacebuilding (IFP), 2008. 43 p.
www.initiativeforpeacebuilding.eu/pdf/Regional_Water_Cooperation_and_Peacebuilding_in_the_Middle_East.pdf

Forests and Conflict: Facility Digest. Les forêts et les conflits : Abrégé thématique du Mécanisme. Los bosques y los conflictos: Recopilación del Mecanismo. Engel, Antonia. FAO, 2009. 59 p.

Le CD et la version en ligne seront disponibles vers septembre 2009. Voir : www.nfp-facility.org/home/en
Contact pour commande : Marguerite.Francelanord@fao.org

L'eau – la responsabilité des gouvernements

Aujourd'hui, plus de 800 millions de personnes n'ont pas accès à de l'eau potable propre. Une situation paradoxale puisque, à l'échelle du globe, les réserves d'eau douce sont suffisantes. Mauvaise gestion, inégalités sociales, absence de législation efficace – pour ne citer que quelques causes. Lors du 5^{ème} Forum mondial de l'eau qui s'est déroulé en mars 2009 à Istanbul, il a été expressément souligné qu'une bonne gouvernance de l'eau nécessitait des réformes et que ces réformes devaient émaner des gouvernements.

Un nouveau manuel publié par l'Union internationale pour la conservation de la nature UICN donne aux gouvernements les outils basiques pour cerner les points faibles et engager les réformes utiles. RULE fournit notamment aux responsables techniques et aux services étatiques en charge du secteur de l'eau des informations à même de les soutenir dans l'aménagement et la mise en œuvre d'une gouvernance de l'eau claire, transparente et participative, d'une législation efficace et de structures institutionnelles idoines. Le manuel est axé

sur la pratique; il décrit en les expliquant toutes les étapes à suivre dans les différents domaines à réformer. Pour la politique de l'eau, par exemple, on lit en titre les instructions suivantes: « *Assess what type of water policy reform will work best given the existing government structure* » et « *Clearly allocate water rights among users and uses* ». Les mesures sur les plans politique, législatif et exécutif sont harmonisées entre elles. Plusieurs exemples de réussite dans le monde entier font de RULE un outil proche de la réalité; ils prouvent que des processus de réforme peuvent être engagés avec succès, même dans un contexte difficile.

SOURCE

RULE – Reforming water governance. Iza, A. and Stein, R. (Eds), International Union for Conservation of Nature and Natural Resources. 2009. 124 p.
<http://data.iucn.org/dbtw-wpd/edocs/2009-002.pdf>

Les enfants, agents de changement dans la réduction des risques de catastrophe

Les approches traditionnelles du développement perçoivent généralement les enfants comme victimes passives des désastres, que ce soit au moment où ces derniers surviennent ou face à leurs conséquences. Or, des enfants que l'on aura informés et formés peuvent contribuer à minimiser les conséquences des risques dans les pays en développement.

Un rapport récent analyse l'apport des enfants dans la réduction des risques de catastrophe (DRR) et leur capacité à communiquer au sujet de ces risques avec leurs parents et la communauté. S'appuyant sur un travail de terrain effectué au Salvador et aux Philippines, le rapport analyse trois éléments clés de l'approche récente de la réduction des risques centrée sur l'enfant. Premièrement, il décrit l'histoire de la mise à contribution des enfants par leur implication active dans des forums de prise de décision. Deuxièmement, il examine l'architecture internationale des droits humains sous l'angle de la protection des enfants contre les

désastres. Et troisièmement, il éclaire la question de savoir si les enfants peuvent être des communicateurs efficaces quant aux risques dans leur propre famille et dans la communauté.

Tout en reconnaissant que leur base de donnée est insuffisante pour présenter des résultats probants, les auteurs relèvent que les enfants et les jeunes peuvent jouer un rôle clé – apolitique et basé sur la confiance – dans la communication quant aux risques avec les adultes et leurs pairs, tout en faisant disparaître des croyances dépassées.

SOURCE

Children as agents of change for Disaster Risk Reduction: Lessons from El Salvador and the Philippines. Tom Mitchell et al. Institute of Development Studies. Working paper No. 1. April 2009. 48 p.
www.childreninachangingclimate.org/docs/CCC_Working_Paper_no1.pdf

Ce qui a changé dans la conservation des forêts tropicales

En 1990–1992, à l’heure de l’élaboration des directives originales sur la conservation de la diversité biologique dans les forêts tropicales de production par l’Organisation Internationale des Bois Tropicaux (OIBT), le milieu écologiste voit encore l’exploitation des forêts tropicales comme la principale menace à la biodiversité. Effectivement, les conventions, les fonds spéciaux et la certification, instruments garants de l’exploitation durable des forêts tropicales, n’apparaissent que plus tard, dans les années 1990.

De nos jours, la production de bois en milieu tropical et la redistribution des revenus qu’elle génère sont devenues des facettes cruciales de la durabilité des écosystèmes forestiers. Dans ce contexte, la promotion des droits et savoirs des populations locales est majoritairement reconnue. Toutefois, des incertitudes subsistent quant aux conséquences de l’utilisation d’organismes génétiquement modifiés et à la résilience des écosystèmes forestiers au changement climatique.

Dans cette mise à jour, les décideurs à tous niveaux, les responsables d’entreprises et dirigeants de communautés, ainsi que les gestionnaires de forêts au niveau local trouveront les conseils pratiques dont ils ont besoin. Pourtant, des mesures d’incitation restent nécessaires pour rendre les coûts de mise en œuvre supportables, appuyer la formation et la création de compétences et mobiliser l’assistance internationale.

SOURCE

Directives OIBT/UICN pour la conservation et l’utilisation durable de la biodiversité dans les forêts tropicales productrices de bois. 2009. 124 p.
www.itto.int/direct/topics/topics_pdf_download/topics_id=1918&no=1

De nouvelles stratégies sont nécessaires au Sahel

D’après les expériences faites au Sahel par l’agence danoise de coopération au développement DANIDA, le changement écologique, social et économique de cette région, qui dépend fortement des ressources naturelles, requiert de nouvelles stratégies. Le rapport de DANIDA présente plusieurs pistes possibles en mettant l’accent sur la réduction de la pauvreté.

Selon les auteurs, le couvert végétal s’est en moyenne plutôt étendu ces dix dernières années dans la région, contredisant l’hypothèse d’une désertification rampante. Par contre, la variabilité climatique s’y intensifie. D’où l’importance de promouvoir en priorité des systèmes d’alerte précoce et des moyens de réagir aux catastrophes naturelles.

Le rapport aborde aussi le thème de la gouvernance des ressources naturelles. Dans ce domaine, la décentralisation n’a pas engendré les résultats attendus. Les nouveaux systèmes judiciaires n’ont pas intégré de manière efficace les systèmes traditionnels qui continuent d’opérer en parallèle. Par ailleurs, il importerait

de gérer les ressources hydriques à l’échelle du bassin entier. Mais la mise en œuvre d’une telle approche top-down recèle le risque que les intérêts des groupes de population marginaux ne soient pas suffisamment pris en compte.

La publication aborde d’autres questions encore, comme le développement du marché et les droits fonciers, en faisant à chaque fois une distinction claire entre besoins de la recherche et priorités stratégiques.

SOURCE

Achieving Sustainable Natural Resource Management in the Sahel after the Era of Desertification. Simon Bolwig, Signe Marie Cold-Ravnkilde, Kjeld Rasmussen, Tine Breinholt, Michael Mortimore. DIIS Report 07. 2009. 60 p.
www.diis.dk/graphics/Publications/Reports2009/DIIS_Report_%202009_7_bolwig_Natural_Resource_Management_Sahel_web.pdf

Les paysans acteurs de leur développement

La recherche et le conseil en agriculture dans les pays en développement ont longtemps été à sens unique. C'est vers la fin des années 1980 seulement que l'idée de la participation des paysans en tant qu'acteurs et co-décideurs dans les projets de recherche & développement commence à faire son chemin. Le séminaire « Farmer First » de l'Institute of Development Studies (IDS) en 1987 a constitué un jalon crucial à cet égard. Vingt ans plus tard, des représentants des milieux scientifiques, des organisations de paysans, des services étatiques et du secteur privé se sont réunis pour un séminaire de suivi. Ils ont dressé le bilan des méthodes participatives mises en œuvre jusqu'ici et discuté des défis futurs.

Les contributions donnent un panorama des formes les plus diverses de participation des paysans aux processus d'innovation, de la recherche participative à la coopération avec le secteur privé, en passant par le développement de réseaux.

Le bilan est contrasté. Certes, les méthodes participatives ont généré des succès et renforcé les paysans. Mais

les projets correspondants continuent pour la plupart de partir de l'offre et non de la demande, l'aspect de la participation étant relégué à un rôle décoratif au lieu de figurer au centre de la démarche. À l'avenir, il faudrait miser sur des systèmes d'innovation axés sur la demande, dans lesquels tous les acteurs – paysans, chercheurs, entrepreneurs et autres – puissent jouer un rôle à leur mesure. Il est décisif à cet effet que lesdits acteurs soient ouverts au dialogue et à la confrontation politique.

SOURCE

Farmer First Revisited. Innovation for Agricultural Research and Development. Ian Scoones and John Thompson (Eds.). Practical Action Publishing. 2009. 357 p. ISBN 978 1 85339 682 3 www.future-agricultures.org/farmerfirst/index.html

Que communiquer et comment sur la biodiversité et le savoir indigène : un guide utile

La Convention sur la diversité biologique et le Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture ont pour objectif de conserver la diversité biologique et le savoir indigène, d'utiliser la diversité biologique dans un souci de développement durable et d'assurer le partage juste et équitable des bénéfices découlant de l'utilisation de la diversité biologique et du savoir indigène. Posé ce but, la mise en œuvre de ces deux accords est loin d'être simple, à plus forte raison lorsque la connaissance des enjeux est déficitaire au niveau local. Le présent manuel essaie de combler ces lacunes par la formation de « multiplicateurs du savoir ».

La publication est articulée en deux parties : une partie formation de formateurs et une partie ressources. La première explique au formateur comment organiser un cours de 20 leçons sur cinq jours, comment prendre contact avec les participants, comment les motiver à participer et quel matériel et méthodes didactiques uti-

liser. La deuxième donne une excellente synthèse des deux accords susmentionnés, de leur structure et de leur mécanisme. Mentionnons le glossaire, ainsi que des informations fort utiles relatives aux notions de « biodiversité » et de « savoir indigène ».

Même s'il a été développé pour la région de l'Himalaya, le manuel peut être utilisé dans des contextes différents. Sa structure modulaire permet en outre de l'adapter et de l'actualiser aisément.

SOURCE

Access and Benefit Sharing from Genetic Resources and Associated Traditional Knowledge: Training for Trainers and Resource Manual. Oli, K. P.; Dhakal, T. ICIMOD. 2009. 190 p. <http://books.icimod.org/index.php/search/subject/2>

La bioénergie – un potentiel pour le développement rural

Aujourd'hui encore, près de 1,6 milliards d'habitants de notre planète n'ont pas accès à l'électricité et sont ainsi dans l'impossibilité de profiter de nombreux produits et services utiles. Néanmoins, des projets de bioénergie à l'échelle locale peuvent améliorer l'approvisionnement en énergie et les conditions d'existence générales des groupes de population défavorisés. La présente étude s'intéresse à quinze initiatives menées dans des pays et contextes très divers.

Dans la commune de Garalo au Mali, par exemple, des petits paysans se sont mis à cultiver le *Jatropha*, une plante qui produit une huile dont les propriétés sont comparables à celles du diesel, au lieu du coton qui n'est pratiquement plus rentable. Ils vendent cette huile à un producteur local de courant électrique qui le revend à des entreprises et particuliers de la place. Un projet gagnant-gagnant (winwin): les paysans obtiennent un revenu stable et la commune est approvisionnée en courant.



Lorsque la création de valeur se fait dans une large mesure au niveau local, les possibilités de revenu et de travail s'améliorent. Parallèlement, nombre de ces projets ont des effets positifs sur l'environnement, avec l'emploi d'énergies plus propres ou la revalorisation sous forme d'énergie de déchets discutables sur le plan écologique. Le succès de tels projets dépend toutefois étroitement de facteurs externes, à commencer par le prix des carburants fossiles et les conditions-cadre politiques et juridiques.

SOURCE

Small-Scale Bioenergy Initiatives: Brief description and preliminary lessons on livelihood impacts from case studies in Asia, Latin America and Africa. Prepared for FAO and PISCES by Practical Action Consulting. January 2009. 142 p.
www.fao.org/docrep/011/aj991e/aj991e00.HTM

Dans un projet mené en Ethiopie, les ménages utilisent des fours à éthanol de fabrication locale au lieu de fours à kérosène ou à bois.
(Photo: Association GAIA)

Partager le savoir en matière de partage du savoir

Nombreux sont les internautes qui connaissent et utilisent des forums de discussion ou des «communities of practice». Mais qui connaît «Fishbowl», une méthode pour animer de petits groupes de discussion ou «Moodle», un système d'apprentissage disponible gratuitement? Le site «Sharing Knowledge» présente et commente de manière interactive (Wiki) plus de 60 instruments et méthodes d'échange de savoir, accompagnés de nombreux petits films, liens, références, etc. Pour chaque instrument et méthode, est également donné le contexte adéquat. Le site propose en outre un domaine protégé avec des offres spéciales pour les membres de Wiki. La majeure partie des contributions sont en anglais, avec néanmoins de nombreuses informations en français et en espagnol.

Pour utiliser ce site avec profit, il est toutefois indispensable d'avoir de bonnes connaissances de l'Internet et des potentialités de Web 2.0. Ainsi, si pour la plupart des internautes, ce site pourra jouer un rôle didactique et unificateur d'apprentissage, pour une minorité il restera inaccessible, faits dans lesquels se cristallise la réalité du fossé numérique.

SOURCE

Knowledge Sharing Toolkit. Finding the most appropriate tools for knowledge sharing. FAO, CGIAR. 2009
www.kstoolkit.org

La maca : du produit négligé au bestseller

La maca est une racine comestible du Pérou central. La poudre de maca séchée est traditionnellement utilisée dans la préparation des soupes et boissons. Jusqu'à dans les années 1980, cette plante était cultivée uniquement dans sa région d'origine, sur quelque 50 ha, principalement pour la consommation des ménages. Rares étaient les sources indigènes à parler des vertus roboratives et fertilisantes de cette plante.

Deux organisations, Bioversity International et International Potato Center, ont mené une étude sur la maca pour décrire son mode de culture, son potentiel économique et les obstacles à son développement commercial. Dans le courant des années 1980, divers acteurs locaux se sont mis à faire la promotion des atouts bénéfiques de la maca pour la santé, une publicité qui s'est soldée par une hausse spectaculaire de la demande – et des prix au long des vingt années suivantes. Le développement et la diversification de la production ont joué un rôle clé dans cet essor. Subventionnée par l'Etat, la production de maca au Pérou a littéralement explosé (x 60). L'intérêt pour les vertus de la maca augmenta, ainsi que le nombre d'études tentant d'en établir la preuve

scientifique. Mais en 2001, le surdéveloppement de la production généra des surplus et un effondrement des prix, affectant de nombreuses familles de cultivateurs. En outre, la promotion de la maca en tant que substitut du Viagra par des exportateurs informels a contribué à jeter un voile d'opacité sur le produit. Les auteurs tentent de tirer des enseignements de ces expériences pour améliorer le développement commercial de plantes indigènes similaires, jusqu'alors négligées.

SOURCE

The transition of maca from neglect to market prominence: Lessons for improving use strategies and market chains of minor crops. Michael Hermann & Thomas Bernet. *Agricultural Biodiversity and Livelihoods Discussion Papers 1.* Bioversity International, 2009, 101 p. www.bioversityinternational.org/publications/publications/publication/publication/the_transition_of_maca_from_neglect_to_market_prominencenbsplessons_for_improving_use_strategies.html



Assortiment de produits à base de maca disponibles au Pérou, 2003.
(Photo : Iván Manrique, International Potato Center, CIP)

Forêts et populations s'adaptent au changement climatique

L'expertise scientifique menée par Le Global Forest Expert Panel (GFEP) souligne l'existence d'importantes lacunes de connaissance subsistant quant aux impacts du changement climatique sur les forêts et les populations. Pour cette même raison, elle veut contribuer à développer la discussion autour des stratégies d'adaptation au changement climatique.

Selon les auteurs, dans le domaine de la gouvernance et des politiques, par exemple, des réorientations de fond sont indispensables. Les politiques de gestion des forêts devraient permettre un haut degré de flexibilité à la base, de manière à pouvoir intégrer le caractère incertain des activités menées en faveur de l'adaptation, les nouvelles connaissances, et ainsi rectifier rapidement les erreurs. Pour cela, il est nécessaire de susciter une attitude engagée, non seulement auprès de la

communauté scientifique et des gestionnaires, mais aussi des décideurs, du public et des populations.

Toutefois, ces mesures seules ne suffiront pas à permettre l'adaptation des forêts et de leurs populations au changement climatique. Un contrôle de la déforestation et des émissions qu'elle génère représente le facteur conditionnel au maintien de la capacité adaptative des forêts.

SOURCE

Adaptation of Forests and People to Climate Change – A Global Assessment Report. Risto Seppälä, Alexander Buck, Pia Katila (Eds). IUFRO, 2009. 224 p.
www.iufro.org/download/file/3580/3985/Full_Report.pdf

	Government determines societal goals (ends)	Society determines societal goals (ends)
Government selects the means of policy	Traditional governance: Hierarchical steering	Hybrid types
Society selects the means of policy	Hybrid types	New governance: Society itself is organizing

Types de gouvernance (graphique à la p. 191 de la publication susmentionnée).

InfoResources News est publié cinq fois par année en anglais, français et espagnol, en version électronique et imprimée. Ce bulletin d'information est gratuit et peut être commandé à l'adresse figurant à droite.

InfoResources est un service d'information en matière de ressources naturelles dans le cadre de la coopération internationale.

InfoResources est composé des trois institutions suisses: Intercooperation (IC-HO), Infoservice CDE et InfoAgrar / SHL, en collaboration avec leurs partenaires IC Inde / Bangladesh / Mali / Andes, CETRAD (Kenya) et SIMAS (Nicaragua).

inter
cooperation

cde centre for
development and
environment

Bern University of Applied Sciences
Swiss College of Agriculture SHL

© InfoResources, juillet 2009

Ont contribué à ce numéro:
 Ruth Wenger (ed, IC-HO),
 Fani Kakridi Enz (ed, CDE),
 Felix Hintermann (ed, SHL),
 Falguni Guharay (SIMAS),
 Ulla Gämperli (CDE),
 Alessandra Giuliani (SHL),
 (ed = member of editorial team)


Traduction française:
 Clara Wubbe, Transit TXT

Mise en page:
 Ana María Hintermann-Villamil, webhint.ch

Impression:
 Schlaefli & Maurer AG

Contact:
 InfoResources, Länggasse 85,
 CH-3052 Zollikofen, Suisse
 Tél. : +41 31 910 21 91
 info@inforesources.ch, www.inforesources.ch

InfoResources est financé par :

 Schweizerische Eidgenossenschaft
 Confédération suisse
 Confederazione Svizzera
 Confederaziun svizra

Direction du développement
 et de la coopération DDC